

8 juin 2023

A Nabi Saleh, en Cisjordanie occupée, le prix sanglant de la résistance

Un garçonnet de 2 ans a été mortellement blessé, jeudi 1^{er} juin, dans ce village qui lutte depuis une décennie contre l'accaparement de ses terres par la colonie juive voisine.

Par Clothilde **Mraffko**, envoyée spéciale



Marwa Tamimi porte le corps de son fils Mohammed lors de ses funérailles dans le village cisjordanien de Nabi Saleh, au nord-ouest de Ramallah, le 6 juin 2023. NASSER NASSER / AP

Les lèvres blanches, Marwa Tamimi déverrouille son téléphone et montre une photo de son fils, Mohammed : un petit corps inconscient gisant à terre, une tempe ensanglantée. « *Y a-t-il plus grande injustice que ça ?* », murmure la mère de 32 ans, son visage aux traits juvéniles tendu par la colère. Jeudi 1^{er} juin, elle se préparait à rendre visite à des parents. Son mari l'attendait avec leur fils Mohammed, âgé de 2 ans et demi, dans la cour devant chez eux, à Nabi Saleh, un village du centre de la Cisjordanie occupée, qui fait face à une colonie israélienne. Soudain, alertée par des bruits de tirs, elle sort et voit son époux, ensanglanté, tentant de faire sortir la voiture de la cour. « *Je regardais mon mari, je n'arrivais pas à bouger, et il me criait depuis le véhicule : "Hamoudi [le surnom affectueux qu'ils donnent à leur fils] n'est plus !"* », se souvient la jeune femme. *Ils ont arrosé la cour de tirs, c'était une exécution.* »

Le père, Haïtham Tamimi, est touché à l'épaule, il restera trois jours à l'hôpital. Le petit Mohammed, inconscient, est transporté, non sans difficulté, jusqu'à une colonie voisine, d'où il est acheminé par hélicoptère en Israël. Sa mère doit se débrouiller pour le rejoindre, elle qui n'a jamais mis les pieds de l'autre côté de la ligne verte, la ligne de démarcation avec l'Etat hébreu. A l'arrivée à l'hôpital, elle sait : son fils est

mort. Le cerveau a été sévèrement touché. Son décès est officiellement prononcé le 5 juin. Le petit corps, enveloppé d'un foulard traditionnel et d'un drapeau palestinien où étaient glissées des fleurs, a été inhumé le lendemain, escorté par la foule.

La version initiale de ce drame, diffusée par la presse israélienne, sous-entendait que l'enfant et son père avaient été victimes de tirs palestiniens. L'armée a ensuite publié un communiqué confirmant que ses soldats avaient blessé deux personnes. Les militaires affirment avoir agi en réponse à une attaque menée par « *deux assaillants [qui] ont tiré plusieurs minutes* » en direction de la colonie de Halamish, voisine de Nabi Saleh. Ils ont publié, quelques heures après les faits, une vidéo où l'on distingue deux silhouettes, dont l'une semble tirer à l'arme automatique, sur un fond noir et blanc impossible à identifier. L'armée « *regrette le préjudice porté à des non-combattants*, a fait savoir le communiqué. *L'incident est examiné.* » Aucune enquête n'a été annoncée.

Ordre de démolition

Or, le 1^{er} juin, personne à Nabi Saleh n'a entendu les tirs palestiniens mentionnés par l'armée. Ce soir-là, les soldats ont fait incursion dans le village, blessant trois autres personnes, dont le journaliste Bilal Tamimi, qui filmait la scène, avec un gilet marqué « presse », depuis sa terrasse. « *Ils tiraient sur tout* », raconte-t-il, le bras dans le plâtre, après qu'une balle lui a brisé l'os. Aucun habitant n'a été arrêté cette nuit-là. « *Il n'y avait pas de tirs*, insiste Haïtham Tamimi, les dents serrées. *Tout ça est destiné à couvrir le crime qu'ils ont commis.* »

Le 1^{er} juin, les soldats avaient une énième fois bouclé l'entrée du village, en contrebas, fait remarquer le père de 44 ans. « *Ces barrages militaires, ces fouilles... ce sont des opérations de routine. Pour moi, la situation était normale* », dit-il. Il n'y a eu ni avertissement ni tir de sommation. Il avait installé son fils dans la voiture quand une première balle a touché le véhicule. Il s'est hâté de sortir de la cour, et c'est à ce moment-là que Mohammed a été mortellement blessé. « *On paie le prix de notre résistance* », conclut-il.

La maison familiale, construite en 2013, est sous le coup d'un ordre de démolition, pour défaut de permis. L'armée israélienne n'en accorde quasiment jamais dans les zones sous son contrôle administratif en Cisjordanie, obligeant les Palestiniens à construire prétendument « illégalement ». Le bras encore en écharpe, le chef pâtissier pointe des impacts de balles dans les fenêtres, qu'il a fait recouvrir de grillage, et des traces de grenades lacrymogènes jusque dans la chambre. Ce n'est pas la première fois que son domicile était la cible de tirs provenant du mirador dressé à l'entrée du village, juste en contrebas.

L'impunité quasi totale de l'armée

« *Cela fait treize ans que Nabi Saleh est visé par les militaires* », explique Mahmoud Tamimi, son cousin, qui a perdu son fils Qusay, 19 ans, abattu par l'armée israélienne fin octobre 2022. Depuis plus d'une décennie, le village proteste contre l'accaparement de ses terres par les colons de Halamish, arrivés en 1977, en violation du droit international. Ses manifestations hebdomadaires, largement pacifiques, sont plébiscitées par le Fatah, le parti du président palestinien Mahmoud Abbas, dont les drapeaux jaunes flottent sur plusieurs terrasses. Selon l'ONU, en réaction à ce mouvement de résistance, l'armée israélienne a tué neuf villageois et blessé des centaines d'autres. Nabi Saleh est devenu célèbre après une vidéo de 2017 montrant une adolescente, Ahed Tamimi, gifler un soldat à l'entrée de sa maison. Peu avant, son cousin Mohammed avait été défiguré par une balle en caoutchouc qui avait fracassé sa boîte crânienne.

Depuis la série d'attentats perpétrés par des Palestiniens, au printemps 2022, en Israël, les troupes d'occupation mènent une répression d'une ampleur inédite depuis la seconde intifada en Cisjordanie occupée. Leurs opérations se sont encore durcies avec l'arrivée du gouvernement d'extrême droite de Benjamin Nétanyahou, fin décembre 2022. Au moins 156 Palestiniens ont été tués depuis le début de l'année. A Nabi Saleh, les habitants n'ont guère d'espoir que justice sera rendue pour Mohammed Tamimi – elle ne l'a jamais été pour quiconque dans le village auparavant. La mère du garçonnet veut toutefois croire que son récit, qu'elle a patiemment transmis aux enquêteurs de l'ONG palestinienne Al-Haq, ira jusqu'aux « *tribunaux internationaux* ».

L'armée israélienne jouit d'une impunité quasi totale, rappelle l'ONG israélienne Yesh Din, qui a étudié les enquêtes menées au sein de l'appareil militaire à la suite de meurtres de Palestiniens entre 2017 et 2021. « *Il y a 0,87 % de chances qu'un soldat soit inculpé* », note Dan Owen, l'un de ses chercheurs. Seuls trois militaires ont été condamnés, tous à des peines minimales, sur les 409 cas investigués par l'armée durant cette période. Dans le cas de Mohammed Tamimi, l'armée devrait s'exonérer d'une telle enquête, arguant du fait que les

tirs ont eu lieu dans le cadre de « *combats* ». « *C'était le cas aussi pour Shireen Abu Akleh [la journaliste d'Al-Jazira tuée à Jénine en mai 2022], ils ont tout de suite affirmé qu'il y avait des combats, et que c'est pour cela qu'ils n'étaient pas tenus d'ouvrir une enquête* », explique M. Owen. Dans son salon, le visage fermé, Haïtham en est pourtant convaincu : « *Si la politique était d'enquêter, si les dirigeants israéliens décidaient que les soldats qui commettent des crimes doivent être punis, alors Mohammed n'aurait pas été tué.* »